

E 2300 London, Archiv-Nr. 13

*Le Ministre de Suisse à Londres, G. Carlin,
au Chef du Département politique, F. Calonder*

RP n° 376

Londres, 11 avril 1919

J'ai l'honneur de Vous accuser réception de Vos dépêches politiques des 17, 20, 24, 25 et 27 mars, ainsi que de celle du 2 avril, 111. My. et 11. T/M., dont j'ai pris connaissance avec le plus grand intérêt.

Au reçu de Votre télégramme No. 83 du 6 du mois courant, je m'étais rendu le lendemain auprès de Sir Ronald Graham, qui remplace Lord Hardinge, Sous-Secrétaire d'Etat permanent des Affaires étrangères, absent à Paris, pour lui parler de l'urgence qu'il y aurait d'envoyer des troupes françaises, britanniques ou américaines à Vienne avant le 14 avril pour empêcher l'établissement d'un *régime communiste* aussi dans l'Autriche allemande.

Le mercredi, 9 courant, je parlai de cette même affaire à Lord Curzon lui-même. Il m'a confirmé qu'il avait déjà reçu d'autres sources une communication analogue à la Vôtre et que la question avait été soumise au Conseil Suprême de la Guerre à Paris, dont il ignorait encore la décision. Il ajouta que personnellement il ne pensait pas que les troupes requises pourraient être envoyées à temps à Vienne, attendu qu'il n'y en avait pas ou trop peu dans cette région et qu'il était moins aisé de disposer de troupes aujourd'hui qu'en temps de guerre.

Je saisis l'occasion pour rappeler à Lord Curzon que la Suisse serait mise dans une position fort précaire si l'Autriche allemande, y compris le *Tyrol et le Vorarlberg*, se joignaient à l'Allemagne. Lord Curzon répondit qu'il se rendait parfaite-

ment compte du danger que la Suisse courrait de ce chef et que je lui avais déjà signalé, mais qu'il pouvait m'assurer que le Gouvernement Britannique appuyait énergiquement la France dans son désir toujours persistant de ne pas permettre l'incorporation de l'Autriche allemande dans l'Allemagne; qu'il avait parlé de cette question à M. Clemenceau lors de sa dernière visite à Londres et qu'il avait pu constater qu'une complète communauté d'idées existait à ce sujet entre la Grande-Bretagne et la France; que, si l'Angleterre et la France s'abstenaient de faire en Autriche une propagande contre la jonction à l'Allemagne, c'était uniquement pour ne pas provoquer l'effet contraire, mais que leur détermination d'empêcher la fusion n'en subsistait pas moins.

Au cours de notre conversation, Lord Curzon ne voulut faire aucun pronostic sur la date à laquelle les Gouvernements Associés seraient tombés d'accord sur les *conditions de paix* à présenter à l'Allemagne; que les négociations étaient fort difficiles et que les impatients se recrutaient principalement parmi les journalistes, qui étaient furieux de ne pas être tenus au courant des délibérations du Conseil des Quatre. Mon interlocuteur ne me cacha pas que de graves divergences d'opinion s'étaient produites entre la France et l'Italie d'une part et la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique d'autre part. Il n'entra pas dans des détails, mais il est clair quelle situation il avait en vue.

La France se sent épuisée. Avec ses quarante millions d'habitants, elle est la voisine immédiate d'un Pays comptant près de quatre-vingts millions d'âmes et demande des garanties contre ce voisin actuellement par terre, mais qui, à la longue, ne manquera certainement pas de se relever et de redevenir puissant. Or, ces garanties la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique ne veulent et ne peuvent pas les fournir. Pour tout homme pondéré, il est évident que la France tire des fausses conclusions de sa situation. Au lieu d'imposer des conditions humiliantes à son ennemi, qui ne songera que revanche, elle serait beaucoup mieux inspirée en tâchant, par la conclusion d'une paix juste et honorable, de s'assurer les bons sentiments du voisin qu'elle craint tant. Cette note est donnée ici avec un remarquable courage moral notamment dans les articles de fond de la «Westminster Gazette», dont je Vous envoie les plus importants, et par M. Garvin dans son journal hebdomadaire «The Observer».

Ces organes s'attaquent aussi avec beaucoup de vigueur aux *demandes financières* exagérées que la Conférence de Paris se prépare à présenter à l'Allemagne, contrairement aux principes déposés dans le programme de M. Wilson. Dans cette matière, M. Lloyd George a les mains liées par les promesses faites lors de la dernière campagne électorale. Influencée par M. Asquith, la «Westminster Gazette» lui en fait journellement un reproche et le «Times», dont l'attitude vis-à-vis du Premier Ministre a récemment beaucoup changé, se fait un malin plaisir d'insérer dans son numéro d'aujourd'hui certains passages des discours prononcés dans le temps par M. Lloyd George et ayant trait à la question des indemnités de guerre.

[...]¹

1. Suivent diverses informations sur le climat politique et social en Angleterre.